

L'opposizione al Nucleare dans l'Italia degli anni 80



INTRODUCTION

En 1975, le gouvernement italien décide, lors de son premier Plan Énergétique National, d'augmenter fortement la production d'énergie électrique d'origine nucléaire. Il envisage la construction de neuf nouvelles centrales, en plus des trois déjà en fonction à Latina, Sessa Aurunca (centrale dite « du Garigliano ») et Trino Vercellese et de celle en travaux à Caorso. En 1982, commencent les travaux de la centrale de Montalto di Castro alors qu'est envisagé le doublement de celle de Trino Vercellese. Un mouvement antinucléaire commence à pointer le bout de son nez vers la fin des années 70 et le début des années 80. On est à la fin de la décennie de l'« assaut du ciel » et toutes les composantes du mouvement révolutionnaire subissent le reflux et la répression. C'est dans l'opposition au nucléaire que s'engageront corps et âme les révolutionnaires qui n'ont pas voulu se rendre face au pouvoir ni rester spectateurs de la guerrilla luttarmatiste, mais qui se trouvent, donnée nouvelle depuis ce lointain '68, orphelins des masses. Suite à d'importants changements sociaux et aussi à la perte de crédibilité du mouvement révolutionnaire, des franges de plus en plus vastes de la population se sont retirées du combat, pour courir derrière les promesses de bien-être d'une société en rapide modernisation et dans laquelle une relative richesse de plus en plus diffuse est payée avec la démobilisation et l'abandon des rêves révolutionnaires. Cependant, l'opposition à la mort nucléaire semble pouvoir amener à nouveau des secteurs assez larges de population dans les rues. Parmi la composante « antagoniste » (le mot de l'époque) du mouvement contre le nucléaire, les anarchistes ont un rôle important. Quelque peu cachés sous l'hégémonie culturelle et médiatique des groupes d'idéologie marxiste des années 70, les anarchistes anti-organisateurs sont parmi ceux qui ne se sont pas résignés à la fin des hostilités, mais ont cherché au contraire de nouveaux chemins pour pousser vers l'insurrection des masses d'exclus.

Entre 1981 et 1983, dans la petite ville de Comiso, en Sicile, il y a une opposition populaire assez large contre l'installation par l'armée américaine de missiles (nucléaires) *Cruise*

dans l'aéroport local. À côté des partis de gauche, d'extrême gauche et des pacifistes, les anarchistes essayent de favoriser la création de formes d'auto-organisation populaire qui devaient permettre une issue insurrectionnelle au mouvement. L'été 1983 est marqué par la tentative d'occupation de la base militaire par les anarchistes et des gens du coin. Cette manifestation (23 juillet 1983) se solde par un désastre : charges de la police, arrestations et des dizaines de blessés. Mais la chose la plus grave est que les « masses » ne sont pas au rendez-vous, que le château de carte organisationnel des « *leghe autogestite* » [ligues auto-gérées] n'a pas abouti à la révolte générale et que, face à la répression, il n'a pas tenu le coup.

On peut deviner que les anarchistes ont tiré des leçons de l'expérience de Comiso, même s'il faudra un petit peu de temps pour que le mythe des masses soit abandonné – faute de masses, certes.

Les compagnons, notamment ceux et celles qui gravitent autour de la revue *Anarchismo* (1975 – 1994) essayent de pousser l'opposition aux centrales nucléaires vers une critique plus large et vers des débouchés insurrectionnels. Cette tentative a besoin d'un approfondissement théorique et d'une diffusion des idées, en maintenant que la lutte contre le nucléaire n'est qu'une partie de la lutte contre l'État, et il a besoin de la pratique, en proposant des moments larges d'opposition, comme l'organisation (par des anarchistes) de la manifestation contre le nucléaire du 27 février 1987 à Rome. Elle est appelée sur des bases « anti-institutionnelles, [visant à] radicaliser la lutte de classe et à élargir le front de la lutte contre le nucléaire à travers le développement quantitatif [d'attaques contre] des objectifs éparpillés sur le territoire »¹. Il y a aura aussi la suggestion de cibles faciles à atteindre et dont le sabotage peut provoquer de gros dégâts, tel les pylônes des lignes électriques. Précisément l'omniprésence des lignes les rend indéfendables par l'État et donc à la portée de

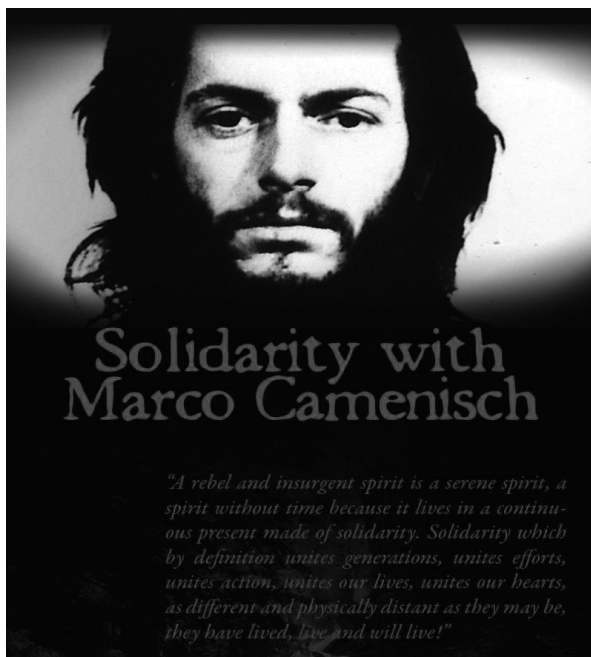
1 Nous traduisons depuis « *Una manifestazione diversa* », dans « *Passeggiate nel buio. Contro il nucleare* », Edizioni Anarchismo, Trieste, 2013.

Centrale nucléaire de Trino Vercellese (exploitée de 1964 à 1990)



MARCO CAMENISCH

On ne peut pas parler de l'opposition directe au nucléaire et au modèle sociale qui l'accompagne sans parler de Marco Camenisch. Le 5 novembre 1991, près de Massa, lors d'un banal contrôle d'identité, Martino, son prénom d'emprunt, sort un pistolet et tire sur un carabinière, non pas pour le tuer, mais pour le désarmer. S'ensuit un échange de tirs pendant lequel Camenisch est blessé. Il sera donc arrêté et accusé, en plus de cette fusillade, d'être parmi les auteurs des très nombreux sabotages explosifs contre des pylônes électriques de ces années là dans la Toscane septentrionale, notamment contre la ligne à Très Haute Tension de La Spezia-Acciaio. Cette ligne sert pour l'acheminement d'énergie provenant des centrales nucléaires françaises, et elle est considérée comme une des plus dangereuses quant à l'exposition électromagnétique qu'elle provoque. Les juges iront jusqu'à l'inculper d'attaques ayant eu lieu après son arrestation, en maintenant qu'il les avait organisés, et la peine de 12 ans à laquelle il est condamné est exemplaire. Son passé pèse lourd dans ce procès et d'ailleurs le rattrapera une fois la peine italienne écopée. Fin 1979, en Suisse, Marco et un compagnon ont mené deux sabotages d'abord contre un pylône d'une société électro-nucléaire, puis contre un pylône et les transformateurs d'une centrale hydroélectrique. Arrêté peu après, Marco sera condamné à dix ans, mais réussira à s'évader en décembre 1981. Il est accusé du meurtre d'un maton lors de cette évasion, ainsi que de celui d'une garde-frontière, longtemps après. Il continuera à courir libre jusqu'à son arrestation en novembre 1991. Aujourd'hui (septembre 2015) il est toujours en prison, en Suisse. Le tribunal lui refuse la libération anticipée, à laquelle il a « droit », ayant accompli les deux tiers de sa peine, avec la motivation qu'il ne s'est jamais repenti de son passé et n'a jamais renié ses idées.



tout un chacun. Dans son n°55 de décembre 1986, *Anarchismo* publie, dans le souci de donner à chacun les moyens d'agir, un tract allemand expliquant en détail comment scier un pylône. La revue *Provocazione*² publiera les revendications de ces sabotages, ainsi que d'autres contre des usines plus ou moins directement liées au nucléaire et à l'armement de guerre.

Mais les révolutionnaires, anarchistes ou autonomes, étaient seulement une partie du mouvement antinucléaire. A leur côté il y avait des partis politiques (Parti Communiste et autres micropartis d'extrême gauche, aussi bien que le tout nouveau parti des Verts) et des organisations liées à ceux-ci (comme par exemple la Jeunesse communiste ou la *Legambiente*), des écologistes citoyenistes, des pacifistes... On y voit apparaître aussi les porteurs de ce que Pierleone Porcu appelle, dans le texte qui suit, la « délégitimation » : une critique citoyeniste quelque peu bigarrée du pouvoir en place, qui vise à en dénoncer les failles pour le réformer – on voit encore aujourd'hui les défilés de différents altermondialistes (« indignés » le temps d'une brève saison) clamer qu'« un autre monde est possible », tout... en le demandant aux puissants de ce monde-ci. En somme, il y avait largement de quoi laisser prise à l'État pour tenter de brider les possibilités révolutionnaires du mouvement antinucléaire.

Le coup de maître de ces récupérateurs politiques a été le référendum des 8 et 9 novembre 1987. Après le désastre de Tchernobyl, ces politiciens ont su gérer la peur légitime des gens en la canalisant en poids politique en leur faveur (un million de votes pour les Verts aux élections de 1987). Sans surprise, le résultat du référendum a obligé le gouvernement à arrêter la construction de nouvelles centrales et, petit à petit, à éteindre celles qui étaient déjà en fonction.

Ce référendum a été une « victoire à la Pyrrhus » pour le mouvement antinucléaire. Sur le plan strict du nucléaire, si les centrales actives ont été fermées et qu'aucune autre n'a été ouverte, la recherche continue tranquillement, dans de nombreuses universités, et l'ENEL³ (l'EDF italien), ainsi que d'autres grandes entreprises, comme Ansaldo⁴, possèdent des centrales électronucléaires à l'étranger ou y vendent des pièces *made in Italy*. Plus important encore, ce qui n'a absolument pas été mis en question est un système économique et une forme sociale qui nécessitent toujours plus d'énergie, qui en effet ont besoin du nucléaire (une grande quantité de l'électricité consommée en Italie est importée de l'étranger, notamment de la Suisse et de la France).

Mais ce référendum a eu un sens bien plus important en tant

2 *Provocazione*, journal parallèle à *Anarchismo*, est sortie de janvier 1987 à 1991 et se proposait de relayer, avec une plus grande régularité, des petits textes d'analyse, des tracts, des revendications d'action, etc.

3 ENEL contrôle l'espagnole ENDESA, qui possède 7 réacteurs en Espagne, ainsi que la slovaque Slovenské Elektrárne avec ses 6 réacteurs (plus 2 en construction) et est en affaires avec EDF pour développer son secteur nucléaire (par exemple avec l'EPR de Flamanville).

4 Le 7 mai 2013, à Gênes, le P.D.G. d'Ansaldo Nucleare reçoit des balles dans un genou. Comme quoi la lutte contre la nuisance nucléaire et l'autorité n'est pas terminée. Les deux compagnons composant la cellule Olga de la F.A.I., Alfredo Cospito et Nicola Gai, seront arrêtés quelques mois plus tard et condamnés à des peines de 10 ans et 8 mois pour l'un et 9 ans et 4 mois pour l'autre (on retrouvera une lettre de Nicola Gai dans le numéro précédent de *Des Ruines*).

que point final de toute perspective révolutionnaire partagée parmi les « masses ». La manœuvre politique du référendum a sonné le glas du mouvement antinucléaire tel qu'il fut, c'est à dire très large dans ses différentes positions politiques et assez enraciné parmi la population. Les compagnons et les groupes qui ont survécus à la défaite des mouvements des années 70, et qui avaient essayé de rencontrer des complices sur le terrain de la lutte contre le nucléaire, sont restés encore une fois isolés. La démobilisation massive qui a suivi la pseudo-victoire du référendum, a mis fin à la possibilité que des gens simplement préoccupés par leur santé et des révolutionnaires puissent se rencontrer à partir de l'opposition à des projets concrets, telles que les nouvelles centrales en construction. Ce qui a gagné, c'est la délégation, une vision politique de l'opposition au nucléaire qui passe par les partis.

Cela est un signe du fait que les tentatives d'approfondir la conflictualité et de viser plus loin, vers la critique d'un système économique énergivore, du modèle social qui le sous-tend et de l'État, n'avaient pas eu beaucoup de prise parmi les « masses ». Une des limites qui étaient déjà visibles dans la lutte des anarchistes contre la base de Comiso, c'est à dire la nécessité, comme condition *sine qua non* pour agir, d'une présence des masses, mobilisées à partir de problématiques circonscrites et d'objectifs concrets limités, revient encore. Et si l'opposition à la base américaine de Comiso est devenue depuis l'exemple-même, pour une grosse partie du mouvement anarchiste international, de la lutte spécifique, il est encore plus important de remarquer cette limite. La caractéristique même d'un objectif précis et limité (la destruction de la base), en plus de la méthode (la tentative d'organiser les prolétaires dans des ligues « autonomes », se posant par cette démarche comme force politique qui porte l'organisation des masses comme moyen nécessaire et précédent à une insurrection), a été une limite. Une expérience qui n'a pas souffert des mêmes limites a été justement l'opposition au monde du nucléaire dans la période suivant le référendum de 87, c'est à dire quand les « masses » étaient devant leurs télévisions. Des groupes de compagnons qui ne voulaient pas se rendre ont été obligés d'élaborer et mener une lutte autonome de tout « mouvement de masse », mais cependant pas coupé du monde, dans l'auto-enfermement et l'auto-référencialisme des groupes luttarmatistes. Ils n'ont pas cherché à concentrer leur forces contre une seule cible, que ce soit une base militaire ou un nombre restreint de centrales nucléaires en construction. Ils ont montré, *par le fait*, qu'il est possible de différencier et multiplier les attaques contre ce monde en frappant ses différents et très nombreux rouages.

En effet, pendant cette démobilisation générale, une opposition concrète au nucléaire et la société qui le sous-tend a continué à exister, sous la forme d'une multitude d'attaques. Il s'agit d'actions, de toute évidence mises en œuvre par des très nombreux petits groupes, compré-



hensibles dans leurs buts par tout le monde (aussi parce que souvent revendiquées par des tracts laissés sur place ou des communiqués envoyés à des journaux proches). Cet exemple, cette « incontrôlable mortalité des pylônes »⁵, plus encore que la tentative d'intervention anarchiste au sein des grands mouvements de masse de l'avant-référendum, nous parle encore aujourd'hui, dans une époque où les perspectives de changement radical du monde sont si peu répandues, même si des explosions de rage autant imprévues que subites et ravageuses ont lieu ici et là. Dans un tel moment de résignation généralisée, quand la plus grosse partie de la population, y compris les couches les plus opprimées, semblent se contenter de l'existant et ne rêver de rien d'autre que de s'enrichir, quel chemin peuvent parcourir les subversifs ? Devrait-on forcément courir derrière le nombre, qui serait la condition sine qua non et en même temps la garantie de légitimité de la révolte ? Ou bien, à l'opposé, devrait-on cracher sur tout ce qui n'appartient pas à notre propre secte d'élus, dans une guerre nihiliste contre tout, y compris l'espoir d'une révolution ? Ne pourrait-on pas plutôt, et tout simplement, faire et continuer à faire ce que les anarchistes ont toujours fait, même dans des périodes de paix sociale ? C'est-à-dire poursuivre l'élaboration théorique, continuer l'agitation pour diffuser les idées, sinon parmi les « masses », du moins auprès de ces quelques individus qui pourraient les partager, et bien sûr, continuer (ou mieux recommencer) à s'en prendre concrètement à ce monde. Parce que ma haine contre ce qui me détruit n'a besoin d'aucune légitimation populaire et elle ne peut attendre aucun grand soir.

Ces compagnons-là, dans l'Italie de la deuxième moitié des années 80 et du début des années 90, les années du « reflux », ne se sont pas retirés dans leurs fauteuils, ni ne se sont renfermés dans des partis armés. Ils ont continué à faire de l'agitation, à donner de la visibilité aux idées anarchistes et aux actes qui s'ensuivirent, parmi ceux qui voulaient bien les écouter. Ils ne se sont pourtant pas limités à un rôle facile de prophètes des grands soirs à venir. Face aux nuisances technologiques, à la guerre, à ce monde nuisible, ils n'ont pas attendu les masses, n'ont pas cherché une quelconque légitimité autre que leurs propres volontés. Ils ont pris des chemins de campagne la nuit, armés de scies, parfois de dynamite, toujours armés de leur détermination individuelle.

*QUE LES NUITS CONTINUENT DE S'ILLUMINER,
ET DE PLUS EN PLUS, DE NOTRE RAGE !*

K.C.

⁵ Comme décrite dans le journal GAS (*Gruppi anarchici spaziali*), Cuneo, août 1992.

CONTRE LA TECHNOLOGIE NUCLEAIRE

LE TRÈS GRAVE DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE PROVOQUÉ PAR L'ACCIDENT SURVENU DANS LA CENTRALE NUCLEAIRE DE TCHERNOBYL ROUVRE AVEC URGENCE L'INÉLUCTABLE NÉCESSITÉ DE METTRE EN PLACE UNE LUTTE TOTALE CONTRE LA TECHNOLOGIE ATOMIQUE. C'EST DANS CETTE PERSPECTIVE QU'ON PORTE À L'ATTENTION DES CAMARADES UNE VASTE RÉFLEXION SUR CE QUI A ÉTÉ PAR LE PASSÉ LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE DANS SON DÉPLOIEMENT SOCIAL, EN TANT QUE MOUVEMENT D'OPPOSITION AUX PROJETS PLANÉTAIRES DE NUCLÉARISATION POURSUIVIS PAR LES ÉTATS ET LE CAPITAL.

EN CE MOMENT, LE FRONT DE LA LUTTE CONTRE LE NUCLEAIRE, QUI S'EST TOUT JUSTE RECONSTITUÉ, PRÉSENTE À NOUVEAU LES MÊMES ERREURS, LES MÊMES LIMITES ET LES MÊMES CONTRADICTIONS IRRÉMÉDIABLES DANS LES CONTENUS ET MÉTHODES DE LUTTE QUI ONT PORTÉ CELUI DU PASSÉ À SA PROPRE DISSOLUTION.

LE NUAGE RADIOACTIF

L'accident de Tchernobyl a fortement contribué à la reconstitution d'un front de lutte antinucléaire. Le nuage radioactif menaçant a flotté dans les cieux d'Europe, tout en rendant radioactives les pluies qui ont ensuite contaminé le terrain, provoquant des épisodes de panique parmi les populations concernées. Même dans les régions les moins touchées par le désastre il y a eu des effets de panique parmi les populations.

Tout cela a contribué de façon remarquable à affaiblir la confiance dans l'utilisation et le développement pacifique et bénéfique de la technologie atomique ; du coup, dans ce cadre, il est devenu problématique pour les différents gouvernements de mettre en œuvre leurs plans énergétiques basés sur le nucléaire sans qu'il n'y ait une opposition interne.

La fait que la technologie atomique est un danger extrême est désormais acquis pour le commun des mortels, qui savent qu'il n'y a pas de mesures adéquates de sûreté et de protection des populations dans le cas d'accidents nucléaires, ce qui fait qu'en substance, on est complètement impuissants face aux radiations.

Ayant pris conscience de cette réalité, une large masse de personnes s'est mobilisée contre le nucléaire.

En découle, pour les anarchistes, la nécessité de construire, à partir de ce cadre, les conditions favorables au développement d'une lutte antinucléaire de masse.

CRITIQUE RADICALE

Nous devons garder clairement en tête que le but de notre action révolutionnaire est de diffuser la prise de conscience du fait qu'il ne peut pas y avoir une opposition réelle en dehors du conflit de classe. C'est exac-

tement de ce conflit que naît l'exigence de mettre en œuvre une stratégie d'attaque contre toutes les structures technologiques qui nous dominent. Cela sera possible en favorisant tous les processus d'auto-organisation sociale des luttes et tous les aspects d'une vie basée sur l'autogestion liés à la pratique de l'action directe.

Pour ces raisons, nous avons toujours maintenu la nécessité d'une critique radicale à l'encontre de tous ceux qui, pour ne pas courir de risques, invitent les prolétaires à replier leurs luttes au sein de l'opposition institutionnelle. La délégitimation, le pacifisme et la non-violence sont des pratiques qui servent à alimenter le camp des illusions social-démocrates, qui ont pour seul but celui d'élargir le front de l'opposition au nucléaire sur des bases interclassistes, de collaboration de classe avec les institutions étatiques, au dépit du développement d'une lutte révolutionnaire et des potentialités de révolte des exploités.

LES ILLUSIONNISTES DE LA POLITIQUE

L'actualisation d'un projet de transformation globale de la société passe par des hypothèses de luttes subversives qui se placent en dehors du cadre institutionnel et de la logique marchande du capital. Alors, il devient logique de s'opposer à ceux qui proposent des référendums ou d'autres consultations de type électorale.

Ces gens-là sont les derniers illusionnistes de la politique, les prêtres de la démocratie, qui voudraient, avec notre accord, corriger les aspects les plus brutaux et violents de ce système de domination. En dernière analyse, ils sont ceux qui tendent à le revaloriser et le conserver. Leur exigence de conservation les pousse à se déplacer dans le cadre des contradictions institutionnelles, pour participer de façon constructive à leur développement démocratique. Ainsi, ils proposent les recherches de nouvelles technologies visant à l'exploitation de sources alternatives d'énergie, non liées au nucléaire. Le projet écologique qu'ils portent – en général et dans le détail – est façonné par la conservation des rapports actuels d'oppression et d'exploitation.

Ce n'est pas un hasard si ces illusionnistes de la politique collaborent, à partir d'en bas, avec les structures périphériques du contrôle étatique en entretenant des rapports avec toutes ces forces politiques qui, au fond, soutiennent le plan national énergétique basé sur le nucléaire.

LA PERSPECTIVE DE CLASSE

La lutte contre le nucléaire doit être insérée parmi les intérêts plus généraux des prolétaires, des intérêts socialement antagonistes aux structures de la domination. Ces intérêts sont les objectifs à tenir en compte,

puisque non récupérables par le pouvoir, au contraire de la recherche d'objectifs liés à la possible exploitation de ressources alternatives d'énergie visant à pourvoir aux exigences énergétiques de la production et de la consommation de masse.

Seulement en suivant ce chemin on pourra faire en sorte que les conditions sociales créées par la lutte fassent sortir le mouvement antinucléaire des pièges du militantisme politique et de l'activisme constructiviste dans lesquels une grosse partie de lui-même est emprisonnée.

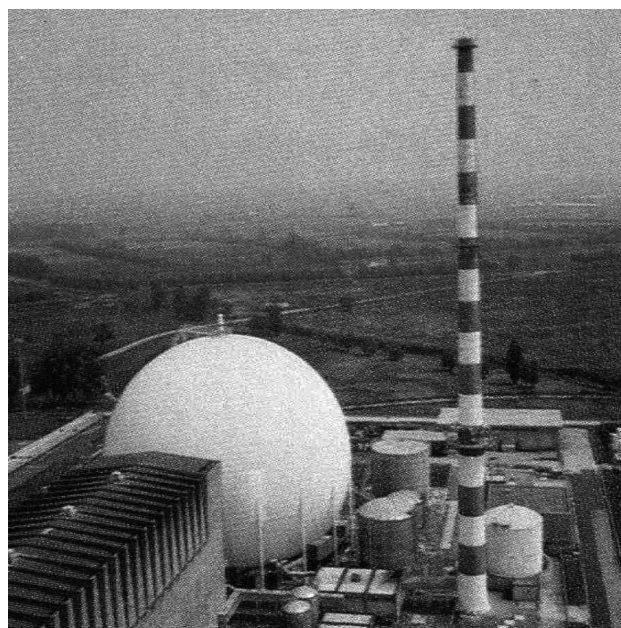
L'État pourra ainsi satisfaire partiellement à la demande de lancer un plan énergétique alternatif (énergie éolienne, solaire, etc.), de l'énergie propre, donc, comme le veulent écologistes et pacifistes. Tout cela pourra même être présenté comme une victoire, mais ce ne sera rien d'autre qu'un témoignage des faiblesses et des compromis auxquels le mouvement a cédé. Ce résultat démontrera l'impossibilité d'arriver à un développement autonome [du mouvement antinucléaire ; NdT] en faisant abstraction des exigences de restructuration des appareils de la domination, et démontrera aussi la misère de ces personnes qui sont accrochées à la survie et sont incapables de penser et promouvoir l'action sociale de façon différente, en dehors des schémas tracés par la pensée étatique dominante et en dehors des modèles d'économie sociale produits par le capital. Le résultat sera une plus grande force atteinte par ces derniers, au lieu d'une plus grande faiblesse.

UN INSTRUMENT DE CONTRÔLE ET DE CHANTAGE

La technologie atomique, de par le fait qu'elle produit de l'énergie, donne au système de domination un instrument supplémentaire et formidable en vue du contrôle et du chantage sur la population : la radioactivité. La possibilité, toujours présente, d'irradiations et de contaminations radioactives de l'environnement et de la population, nourrit et crédibilise la nécessité de la militarisation et du contrôle social, ce qui fait que toute mesure restrictive, intérieure comme extérieure, paraît justifiée par la présence de ce danger.

Les intérêts économiques et les implications politiques qui dérivent de la technologie atomique sont étroitement liés entre eux, au détriment de la population, mais ils se présentent comme un facteur positif aux yeux de la population elle-même, parce que celle-ci subit le chantage écologique venant de la nécessité de se sauvegarder elle-même et l'environnement des possibles désastres nucléaires.

Toutes les mesures de restriction et de contrôle qui sont imposées ne sont sûrement pas nécessaires à cause de la dangereuse présence des opposants au nucléaire, elles



*Centrale nucléaire du Garigliano
(exploitée de 1964 à 1982)*

sont plutôt internes à la logique de développement de la technologie nucléaire elle-même, qui trouve son origine notamment dans la recherche militaire.

Le contrôle terroriste qui est exercé ne sert certainement pas à sauvegarder l'environnement et la population, mais a pour but de pousser cette dernière à éviter d'entreprendre toute action de protestation. En effet, il n'y a pas de sûreté possible dans un processus de fission nucléaire. Il y a toujours le risque d'un accident qui peut se muer en une catastrophe écologique, comme c'est déjà arrivé, précisément à Tchernobyl.

En parallèle à cette logique aberrante et persistante de pouvoir et de mort portée par l'État, c'est la logique marchande du capital et ses secteurs de la sécurité et de la protection qui se développent et prospèrent. Ces secteurs ont déjà un grand marché et vendent des produits comme des maisons-refuge antiatomiques, des vêtements de protection contre la contamination radioactive et tout ce qu'il faut en cas de catastrophe nucléaire. Au fond, ce secteur de production est un élément de contrôle supplémentaire, car il participe à réduire la panique parmi la population et à diffuser un sentiment de tranquillité, qui est, comme on l'a vu, complètement illusoire.

Ces industries doivent être attaquées car elles s'enrichissent sur la peur de millions de personnes et tirent de là d'énormes bénéfices, en offrant à la population une tranquillité qui n'existe pas, de la même façon que les forces de l'ordre donnent l'impression d'une sécurité et d'une protection civile également inexistantes. En réalité, il s'agit là de camisoles desquelles les exploités doivent se libérer.

Devant la centrale de Trino Vercellese, 10 octobre 1986



L'INFORMATION

Un autre possible champ d'attaque est celui visant à la déstructuration de l'information qui est systématiquement répandue par les médias de masse. Une telle information est en réalité pure propagande. On parle des dangers de la radioactivité et des problèmes de sécurité, mais on veut fondamentalement pousser les masses prolétariennes à se serrer autour des gentilles institutions démocratiques, en reconnaissant à ces dernières le rôle rassurant du protecteur.

Le lien indissoluble qui unit les technologies de l'information à celles du nucléaire est dû au fait que les premières rappellent à leur usagers, rendus passifs, le danger toujours présent qui dérive de l'utilisation du nucléaire et de la possibilité d'une catastrophe. Cela nourrit l'exigence d'une croissante et toujours plus envahissante étatisation de la société, qui passe par l'accroissement des nouvelles institutions de contrôle périphérique et par l'augmentation des forces de polices, publiques et privées. De cette façon, cela attire l'attention vers la nécessité et l'actualité du rôle positif que l'État démocratique occupe lors des conflits sociaux.

Face à la catastrophe de Tchernobyl, le système informatif occidental a voulu montrer à ses sujets toute sa force et toute sa supériorité informative par rapport au système d'information russe, bureaucratique et éléphanteresque, qui a choisi la route du silence ou des nouvelles au compte-goutte. Il s'agissait d'un test général entre les deux systèmes, qui se sont confrontés en simulant la façon dont ils se seraient comportés dans le cas d'une catastrophe nucléaire. Le résultat, au fond, a été identique. Pour les prolétaires de l'ouest, comme pour ceux de l'est, la contamination radioactive reste un fait à propos duquel aucune information correcte ne peut remédier. Un mort informé et un mort désinformé ne sont pas bien différents. Du moins c'est notre avis.

En Italie, tout s'est passé selon ce respect des règles qui caractérise le système informatif démocratique. La tragédie de Tchernobyl a été transformée en Grand Guignol radio-télévisé. On a vu un peu de tout : des opinions d'experts les plus dissonantes, jusqu'à l'effica-

cité du gouvernement qui, avec une diligente précision des détails, a informé ses sujets sur les inutiles mesures de protection civile prises pour éviter la contamination radioactive. Au final, participants et spectateurs se sont sentis plus satisfaits et tranquilles.

La froide logique de la communication de masse a ainsi démontré que quand elle se trouve face à une situation de crise qui crée de nombreux problèmes de transparence, elle trouve toujours le moyen de tirer profit de cette même difficulté. Elle a montré son intelligence quand elle a donné du crédit non seulement à ceux qui soutiennent le plan énergétique national basé sur le nucléaire, mais aussi à ceux qui soutiennent des opinions opposées.

De ce fait, on a démontré qu'en démocratie, toutes les opinions se valent. En revanche, on a aussi pu voir qu'au sein des cadres institutionnels, aucune opposition réelle n'est possible.

Il faut chercher, en dehors des canaux de la communication de masse, des formes de communications directes et horizontales, capables de donner vie à un vrai dialogue entre des individus, qui se parlent entre eux en dehors de la médiation des instruments technologiques. C'est de cette façon que nous voulons réaffirmer le concept de réappropriation directe de nos instruments de communication, contre la pratique de repli d'emprunter les instruments qui nous sont mis à disposition par le pouvoir.

Nous devons saboter les structures informatives qui contrarient le développement de relations libres entre individus, en gardant avec ces structures un rapport de conflictualité permanente. Cela signifie l'utilisation de toutes les formes d'expression de l'action révolutionnaire, en refusant tous les codes de la falsification, de celles écrites à celles audiovisuelles ou orales, afin de chercher, dans la cohérence des contenus, et de façon opérationnelle, les formes et les expressions les plus adéquates.

Nous devons arriver, en substance, à la destruction de tout instrument politique, pour arriver à découvrir toutes les potentialités subversives d'un discours anarchiste insurrectionaliste, dont les logiques de développement informel ne sont pas préétablies et sont donc, de ce fait, en dehors des mots d'ordre et des slogans des partis visant à la conservation ou à la prise du pouvoir.

ANALYSE DU FRONT ANTINUCLÉAIRE

Le front antinucléaire d'aujourd'hui est destiné à se désagréger. En son sein, trop d'intérêts, contenus et méthodes de lutte sont ouvertement antagonistes entre eux.

Il est donc illusoire de penser qu'il est possible, sur ces bases, de mener une lutte unitaire contre le nucléaire. Comment concilier le refus de ceux qui, tout en critiquant de façon idéologique la nécessité des centrales nucléaires comme condition du développement économique, en demandent la limitation sur la base de



mesures de sécurité insuffisantes, avec les positions de refus total non seulement des centrales, mais de toute la technologie nucléaire dans tous les champs de la recherche scientifique ?

Il faut accélérer ce processus de désagrégation, en y prenant part activement, parce qu'une recomposition future différente de ce front, à d'autres niveaux qualitatifs, dépend des contenus et des objectifs que nous saurons indiquer clairement pendant la lutte. L'attente favorise le processus de recomposition des forces réformistes qui tendent à sauvegarder la stabilité de l'État. Ce n'est pas un hasard si le Parti Communiste Italien (PCI), qui va dans cette direction, a demandé un moratoire.

LA RÉCENTE MANIFESTATION DE TRINO VERCELLESE

Pendant la manifestation antinucléaire qui a eu lieu à Trino Vercellese le 18 mai [1986 ; *NdT*], il y a eu un événement particulièrement positif qui, à mon avis, marque un passage important dans le développement de la lutte contre le nucléaire. Dans le cortège il y avait toutes les composantes du bigarré front antinucléaire. Dès que nous sommes arrivé au niveau de la bifurcation de Trino Vercellese (la manifestation était partie de Casale Monferrato), c'est à dire sur la route qui se divise et qui d'un côté mène à Trino et de l'autre à la centrale nucléaire, le cortège s'est divisé en deux différents tronçons. D'un côté les forces politiques interclassistes et institutionnelles, les associations de défense de l'environnement et les comités de pacifistes, qui, tous ensemble, ont pris la route qui mène au village. De l'autre côté un gros tronçon du cortège, constitué pour la plupart d'anarchistes et libertaires, en plus de nombreux camarades qui se définissent comme antagonistes

aux projets de contrôle de l'État et du capital, a décidé de prendre la route qui mène à la centrale.

Ce clivage a fait apparaître dans toute son évidence la diversité des contenus, des méthodes et des façon de se rapporter aux appareils de la domination.

UNE PARENTHÈSE

Toujours en rapport aux faits de Trino Vercellese, lors de cette manifestation, je dois malheureusement faire remarquer une chose négative.

Les compagnons appartenant au groupe anarchiste milanaise du « *Ponte della Ghisolfà* », bien qu'ils s'étaient dit auparavant d'accord pour aller vers la centrale, une fois arrivés à la bifurcation, se sont défilés, en préférant continuer la manifestation avec les PCI, DP, FGCI, *Lega Ambiente*, *Comitati per la Pace*¹, plutôt que de soutenir l'action de tous les autres anarchistes et libertaires. A mon avis, cette prise de position dégueulassasse est le fruit des thèses, au fond social-démocrates, qui se basent sur le refus de la conflictualité et de la révolution et sur l'acceptation des pratiques non-violentes de la délégitimation.

Il est donc clair que ces compagnons finissent par se placer, peut-être sans le vouloir, parmi les forces institutionnelles.

1 PCI : Parti Communiste Italien ; FGCI (*Federazione Giovanile Comunista Italiana*) : organisation de la jeunesse du PCI ; DP (*Democrazia Proletaria*) : d'abord (à partir de 1975) coalition de petits partis de l'extrême gauche extraparlamentaire, puis (de 1978-1991) parti à part entière, portant des positions communistes anti-URSS, trotskistes, pacifistes, féministes, etc. ; *Legambiente* : association écologiste progressiste et de gauche, elle porte la nécessité des énergies alternatives ; *Comitati per la pace* : comités citoyens de gauche contre l'armement nucléaire (et, comme dans ce cas, contre le nucléaire en général) ; .

L'ILLUSION DE LA DÉLÉGITIMATION²

Il faut démasquer cette tendance, présente dans le mouvement antinucléaire, qui fait des pratiques réformistes et conservatrices de la délégitimation ses armes préférées, en posant son action dans le cadre du système institutionnel.

Sa contestation du mensonge économique et idéologique de la nécessité des centrales nucléaires sert uniquement à se fixer sur des détails, évitant les raisons d'une contestation révolutionnaire capable de créer une opposition globale aux projets de contrôle et de domination mis en place par l'État et le capital.

Alors, ces pratiques de délégitimation, en plus de ne pas constituer un danger pour le système, deviennent une procédure de réaffirmation de ses règles quant à la formation du consensus.

Au fond, leur tentative est de favoriser des processus d'intégration du mouvement antinucléaire dans l'appareil institutionnel, en donnant de ce fait aux organes périphériques de l'État, la possibilité d'envahir le champ de l'opposition autonome, là où ils n'ont pas encore d'influence directe.

Ces pratiques de délégitimation ont pour but de couvrir les faiblesses institutionnelles que le système manifeste dans son fonctionnement bureaucratique. Elles ont pour mobile la peur de l'opposition radicale, qui, avec son action, peut détruire les processus de réformes avant même que les forces étatiques aient eu le temps de les mettre en œuvre.

Il n'y a pas que les forces de la conservation (partis et syndicats) qui participent à cette logique de récupération, mais aussi les pacifistes, les non-violents et les écologistes, qui ont fait de la délégitimation leur pratique. Peu importe que certaines de ces forces se déclarent ouvertement contre l'État. La réalité montre que ce type de refus est, en pratique, un mouvement de décomposition de ce que le système veut dépasser.

Les supporters de la délégitimation, avec leur expériences basées sur des modes de vie communautaires et alternatifs, sur des formes de production autonomes des formes dominantes, finissent par devenir de petits modèles alternatifs d'intégration qui peuvent fournir au pouvoir des informations pour mieux contrôler et gérer à la base tous les processus de vie sociale et communautaire créés par les prolétaires eux-mêmes. Les expériences des communautés thérapeutiques de base pour

2 Par « délégitimation » l'auteur entend la pratique social-démocrate de critiquer le pouvoir en place selon ses critères démocratiques à lui. Il s'agit d'arriver à une (illusoire) soustraction de crédibilité et de légitimité au pouvoir, mais il s'agit en fait d'une pratique de récupération du conflit social, qui est canalisée dans des formes symboliques (comme des performances et des manifestations colorées) et de brider toute forme conflictuelle. Le pouvoir est alors vu, de façon démocratique, comme fait d'opinions, et non de coercition. Du coup, il faudrait le réformer avec des méthodes démocratiques « de base » ou « alternatives ».

les drogués et les centres sociaux³, qui hier étaient autonomes et aujourd'hui sont intégrés dans le système, sont des exemples de cela.

Je ne veux pas nier la validité des expériences communautaires ou l'importance du refus de la technologie dominante, ainsi que du désir utopique de construire quelque chose de différent. Je veux simplement réaffirmer que, faute d'un rapport conflictuel visant à créer des moments de rupture avec la domination, on finit par s'épuiser et se stériliser dans une coexistence avec l'ennemi de classe, ce qui peut certes avoir du bon pour ces expériences communautaires.

LES FORCES ANTAGONISTES

De l'autre côté, il y a les forces antagonistes, qui voudraient imprimer à la lutte antinucléaire un caractère plus radical, par la mise en pratique des concepts d'autonomie, d'auto-organisation et d'autogestion prolétarienne des luttes. Ces forces voudraient donner à l'intervention une base d'action directe, sans délégation, endossant tous les processus décisionnels exprimés dans les assemblées générales.

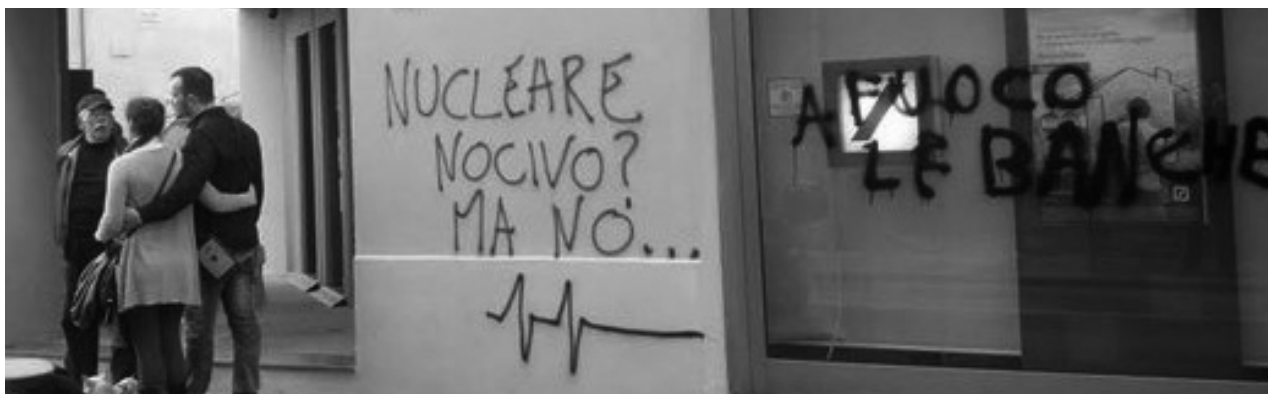
On arriverait ainsi à la fin de toute forme de bureaucratisme, de *verticalisme* et d'hétéro-détermination des groupes dirigistes, ainsi qu'à la fin de toute instrumentalisation politique. Il reviendrait aux individus de prendre leur responsabilités et, avec leur actes, de modifier l'état des choses.

L'ANARCHISME INFORMEL

L'anarchisme informel va dans cette direction. Il se libère des formes du passé et des projets révolutionnaires cristallisés, tout en conservant ses concepts de fond et ses principes. Dans son développement, il crée des conditions sociales de non-retour aux vieux schémas de l'action formalisée, tel que ceux employés par des organisations de synthèse qui font appel à une méthodologie de masse semblable à celle des partis (ex. CNT-FAI).

En tant qu'anarchistes révolutionnaires nous devrions nous engager dans cette direction, pour faire en sorte que nombre de ceux qui en théorie partagent ces prémisses, aient une base cohérente d'action subversive et

3 Des expériences de communautés thérapeutiques organisées de façon horizontale et non institutionnelle pour l'entraide des personnes dépendantes des drogues dures ont été faites en Italie au début des années 80, mais elles sont vite rentrées dans les rangs du système de santé de l'État. Les *Centri Sociali* naissent vers la fin des années 70 comme lieux d'aggrégation, notamment de la jeunesse, dans une optique de réappropriation des espaces (qui sont presque toujours squattés, d'où le O de *Occupato*), d'autogestion (d'où le A comme *Autogestito*) et de création d'alternatives à l'État et au Capital, la plupart du temps sur les bases marxiste de l'Autonomie Ouvrière. La plupart des CSOA seront, au fil des années ou des décennies, légalisés et reconnus par les mairies de gauche, recevant même de l'argent public (ou des locaux) et perdant au fur et à mesure toute nature contestataire..



Manifestation contre le nucléaire à Pise, samedi 3 mai 2014.

insurrectionnaliste. Jusqu'à aujourd'hui, leur pratique n'est pas allée au delà du jour le jour et de l'idéologie marginale, devenant ainsi une proie facile pour de vieux restes du marxisme-léninisme.

LA DÉMAGOGIE DU STALINISME TARDIF

Les groupuscules survivants de la dissolution du milieu proto-partidaire de l'Autonomie Opéraïste, une fois changé de phraséologie et de dégaine, essaient de relier ensemble, à l'aide d'une démagogie à deux sous, les mille fils de l'actuel discours révolutionnaire, en essayant de s'approprier les contenus et pratiques de lutte qui leurs sont étrangers, comme l'autonomie, l'auto-organisation, l'action directe, etc.

Les militants de ces groupes vivent une grande sensation d'impuissance, étant obligés, pour l'instant, de cacher les réels mobiles de leur action, c'est à dire ceux du parti, et de cacher leur mentalité stalinienne de petits curés et de médiocres chefs militaires en manque d'une armée prolétaire à conduire.

Ce n'est pas un hasard si leur tendance la plus activiste et radicale exalte le militarisme prolétaire, en se voyant soi-même comme cette partie *[du prolétariat ; NdT]* qui obligera l'État à déployer tout son appareil répressif en conséquence de son action.

Ils vivent dans l'illusion de se croire au centre d'un processus d'antagonisme social, tandis que le mouvement réel d'auto-émancipation prolétaire les a relégués aux marges. Ce mouvement joue sa guérilla de façon subversive sur tous les plans de la vie sociale, attaquant les structures étatiques et les hommes de pouvoir, en partant du point de focalisation où les prolétaires eux-mêmes se trouvent, n'ayant aucun besoin de déléguer cette tâche à de modernes spécialistes de la guérilla simulée. La haine nécessaire pour faire cela ne lui manque sûrement pas.

LES NON-VIOLENTS

A ceux qui refusent d'affronter la question de la nécessité de la violence révolutionnaire, nous rappelons que tout rapport social imposé est, en soi, violence. Les structures qui nous gouvernent, qui nous administrent et règlent la circulation et la vie des personnes sont de

la violence. L'État et le capital sont l'organisation de la violence permanente contre les exploités. Les pacifistes, les non-violents, les écologistes qui, face à la brutalité du pouvoir, répondent avec la passivité de la dénonciation verbale, expriment leur foi en l'humanité du bourreau qui s'apprête à les assassiner. Avec leurs méthodes ils se condamnent eux-mêmes, dès le départ, à la défaite. Victimes des illusions démocratiques, du respect sacré du code étatique, de l'appel à la légalité, ils montrent avec leur comportement la terreur qu'ils ont de la violence révolutionnaire, se vouant ainsi à subir celle quotidiennement administrée par l'État.

Ainsi, à chaque fois qu'ils finissent de défiler, ils sont tout fiers de leur bonne action de confinement et de refroidissement mise en œuvre contre les esprits excités des manifestants les plus exubérants, en harmonie avec la répression étatique, qui se voit, de ce fait, tranquillisée. Ces mêmes appareils rendent à leur tour la faveur, en leur laissant accomplir quelques actions démonstratives et symboliques, pour les satisfaire et amadouer la foule. Ces boy-scouts de bon ton bourgeois appellent les citoyens à leur devoirs civiques, à travers des référendums consultatifs, ils font des campagnes de lobbying fondées sur la renonciation à l'action directe et mettent toute leur disponibilité au service de la légalité démocratique, lésée par de mauvais gouvernants. Tout ce qu'ils font est toujours dans la logique évolutive de l'adaptation et de l'arrangement social.

LA FIN DES VIEUX RÔLES SOCIAUX

Notre exigence de transformation radicale de la société part de l'expérience, des petites et grandes tentatives que nous faisons à travers les luttes insurrectionnelles que nous menons. Chemin faisant, nous portons en pratique la fin de la nécessité du parti, des centres décisionnels et des dirigeants qui doivent conduire la masse des insurgés.

Il est vrai que tous les partis soi-disant prolétaires savent utiliser et instrumentaliser la mobilisation des masses, étant donné que cela fait parti de leur métier de politiciens professionnels, mais il est également vrai que cette tentative ne peut pas aller trop loin sans courir le risque que la situation les dépasse. Pour cette raison, ils

règlent dès le départ la participation et la mobilisation des masses sur des objectifs cosmétiques, en réduisant le tout à une intervention sans risques, avec des résultats connus d'avance. Leur discours tend donc à couvrir les contenus et les expressions authentiques de la lutte révolutionnaire. Il faut mettre en évidence, face aux prolétaires, l'inefficacité chronique des partis, tout en étant capables de proposer des structures autonomes, indépendamment de leur présence. Il faut pousser les exploités au delà de leurs rôles de figurants, dans lequel ils ont été placés de façon instrumentale par les partis. Il faut montrer concrètement qu'il n'y a rien de commun entre la structure de masse créée par les partis et les intérêts réels des prolétaires. Il faut montrer que c'est la lutte elle-même, dans son développement en des formes auto-organisées et autonomes, qui trace un clivage précis entre les exploités en révolte et les structures sociales de la conservation.

Il faut changer d'orientation. Il ne nous intéresse pas de défendre de vieux rôles sociaux (ouvrier, chômeur, intérimaire, etc.), mais plutôt de sortir de la perspective du détail, déjà prévue par le système, pour se concentrer sur les appareils de la domination qui préparent la modification des rapports sociaux et les structures technologiques visant à exercer ce nouveau contrôle.

La défense spécifique de l'intérêt social menacé finit par devenir impuissante face aux conditions de non-retour que le capital et l'État créent avec le mouvement d'auto-destruction partielle de leur ancien agencement.

CONCLUSIONS PROVISOIRES

Notre réflexion doit dépasser toutes les idéologies, afin que le mouvement antinucléaire et, plus généralement d'auto-émancipation prolétarienne, prenne acte de la nécessité de l'attaque, qualitativement différente, qu'il faut porter contre toutes les structures de la domination. Cela est dû au fait que des modifications profondes ont eu lieu dans la structure sociale actuelle, suite à l'introduction de nouvelles technologies.

Il faut se libérer du mythe acritique du quantitativisme comme nécessité d'un affrontement entre des appareils militaires opposés. Cela a déjà eu lieu sous la forme de la simulation, dans le spectacle armé mis en scène par les lutte-armatistes et l'État.

C'est dans la pratique et dans la théorie insurrectionnelle anarchiste qu'on peut découvrir les raisons qualitatives qui poussent vers le changement radical de la société. De là, la nécessité de l'affrontement armé trouve sa route pour se manifester en des façons et des moments très différents de ceux posés artificiellement par ceux qui simulent l'affrontement de classe.

La propagande avec les armes est elle aussi un instrument qu'on peut utiliser, mais elle doit être mise au même niveau que les autres instruments disponibles. Tout instrument a ses aspects positifs, mais aussi ses limites. Cela doit être pris en compte par les révolutionnaires. Quand on part en guerre contre l'ennemi de classe, il

faut bien s'équiper et se préparer à en payer les conséquences si quelque chose tourne mal. Gare aux illusions de ne pas avoir de limites. On finit par payer amèrement le prix, comme l'expérience récente le montre⁴.

Nous affirmons la nécessité inaliénable d'attaquer les structures de l'État - tant centrales que périphériques - l'attaque de la sûreté de l'État rend visible le processus de contrôle et de domination exercé sur la structure sociale. On obtient aussi le résultat de mettre en évidence que l'État ne peut pas se développer à l'infini, mais qu'il a des limites.

De la même façon, attaquer les modes de production et de distribution au service du capital signifie contrecarrer sa domination sur nos besoins.

En substance, nous n'apprenons à connaître toutes les limites du processus de restructuration du capital et de l'État, au plus haut niveau de contrôle et de commandement de leurs appareils, qu'en nous insérant à l'intérieur de l'affrontement de classe et en essayant d'en aggraver toutes les contradictions. Plus la tension sociale est forte, plus radicalement nous pourrions pousser la lutte dans un sens révolutionnaire et insurrectionnel.

Pour finir, nous sommes convaincus que le mouvement antinucléaire ne pourra atteindre de positions plus radicales que si il apprend à refuser l'action en défense d'un ordre économique basé sur la recherche de sources d'énergie alternatives, mais en focalisant son attaque sur la question sociale. Là où il existe la domination de l'homme sur l'homme il faut attaquer les structures étatiques et celles du capital. Il s'agit d'une manière cohérente de montrer qu'elles sont des structures hostiles à la vie et à son libre développement.

La seule attitude conséquente à avoir envers les structures sociales est celle du sabotage violent, tant à leur encontre qu'à l'encontre de leurs procédures de contrôle et de programmation sociale de l'existant, qui réduisent les individus à des machines robotisées.

Contre les pratiques de lobotomie sociale de l'État, il faut répondre avec la pratique des tentatives insurrectionnelles.

La lutte antinucléaire, si elle ne se limite pas au mythe du quantitatif, mais se développe en donnant la plus grande importance aux aspects qualitatifs et créatifs, sera une lutte visant à découvrir les possibles mouvements subversifs d'auto-émancipation, dans la perspective concrète de possibilités révolutionnaires effectives.

Juin 1986,
Pierleone Porcu.

[Traduit et annoté de l'italien (avec consultation de l'auteur), de *Contro la tecnologia nucleare. Dal dissenso alla lotta insurrezionale*, Edizioni Anarchismo, Catania, juin 1986.]

4 Celle de la répression qui a accompagné le déclin du mouvement révolutionnaire qui a secoué l'Italie pendant les années 70..



Chronologie de la lutte contre le nucléaire en Italie

• **10 MAI 1986, ROME** : grosse manifestation antinucléaire (100 000 personnes) ;

• **18 MAI 1986, TRINO (VC)** : manifestation dans le village où se trouve la plus vieille centrale nucléaire italienne et où une deuxième est en construction ;

• **11 JUILLET 1986, CAORSO (PC)** : des manifestants bloquent l'accès de la centrale ;

• **6 AOÛT 1986, MONTALTO DI CASTRO (VT)** : lors d'un camp antinucléaire près du chantier d'une nouvelle centrale, des manifestants bloquent l'accès au chantier ;

• **10 OCTOBRE 1986** : plusieurs manifestations devant des centrales dans toute l'Italie, notamment pour bloquer les travaux des chantiers des nouvelles centrales (comme à **MONTALTO DI CASTRO**) ou devant le chantier du PEC de **BRASIMONE** (un centre de recherche sur les combustibles nucléaires), dans la commune de **CAMUGNANO (BO)**. À **TRINO** une partie des manifestants entre sur le chantier et provoque de gros dégâts [Cf. photos de cette chronologie] ;

• **25 OCTOBRE 1986, ROME** : manifestation antinucléaire ;

• **15 NOVEMBRE 1986, CAORSO** : le blocage de la centrale se termine par des affrontements, pierres contre lacrymos (et des tirs d'arme à feu de la part des flics) ;

• **9 DÉCEMBRE 1986, MONTALTO DI CASTRO** : une manifestation qui vise à bloquer l'accès du chantier aux ouvriers se solde par de durs affrontements. La police tire dans les jambes des manifestants ;

• **DÉCEMBRE 1986** : dans le n°55 de la revue *Anarchismo* est publié un tract qui donne une technique pour scier les pylônes électriques ;

• **18 FÉVRIER 1987, SEGRATE (MI)** : blocage avec chaînes et cadenas d'un Centre de recherche financé par la mairie de Milan et l'ENEA (*Ente Nazionale per l'Energia Atomica* – Agence nationale pour l'énergie atomique) ;

• **27 FÉVRIER 1987, MONTALTO DI CASTRO** : manifestation et blocage du chantier de la centrale ; à Rome une manif est appelée par des anarchistes pour s'opposer au nucléaire sur des bases révolutionnaires : quelques milliers de participants.

• **8 MARS 1987, LAMEZIA TERME** : un pylône électrique scié, la revendication est signée « Révolutionnaires anti-nucléaires » ;



• **AVRIL 1987** : à **LA SPEZIA**, explosion de 23 bâtons de dynamite à l'usine d'armements Oto Melara ; sur le site minier de **PASQUASIA (EN)**, où il est projeté d'enfouir des déchets radioactifs, un pylône électrique est aussi saboté. Sur place est peint le slogan « Saboter, attaquer, s'insurger », tandis que la revendication est signée « Union des combattants contre le nucléaire ». Sabotage à **MILAN** contre l'AEM (agence électrique de Milan) : une grue est détruite. Deux A cerclés sont tracés sur les lieux ;

• **24 AVRIL 1987, MONTALTO DI CASTRO** : blocage du chantier et assemblée avec les ouvriers ;

• **9 JUIN 1987, VICENZA** : une cabine électrique est incendiée, pas loin de la caserne américaine Ederle ;

• **11 JUIN 1987, ROME** : explosion d'une bombe contre l'entreprise de composants électroniques Tecnosistem ;

• **FIN JUILLET 1987, MONTALTO DI CASTRO** : incendie d'un convoi exceptionnel déplaçant un moteur pour le système de refroidissement de la centrale (d'un coût de 3,5 millions d'euros d'aujourd'hui, plus ou moins). Les écologistes se dissocient ;

• **10 JUILLET 1987, CAMUGNANO** : blocage des accès au chantier du PEC de Brasimone. Une banderole dit « Seule l'action directe arrêtera les productions de la mort » ;

• **12 JUILLET 1987, AGRO DI SANTA CATERINA JONIO (CZ)** : un pylône électrique est scié et abattu ;

• **9 SEPTEMBRE 1987, CAMUGNANO** : sabotage d'un

10 octobre 1986 à Trino



pylône qui alimente le PEC à **BRASIMONE**. Un tract laissé sur place dit « Non aux centrales, ni nucléaires, ni à charbon. Non à la guerre, non aux patrons de l'énergie » ;

- **9 SEPTEMBRE 1987, CROTONE** : un pylône est scié ;
- **15 OCTOBRE 1987, SANTA SEVERINA (CZ)** : un pylône est partiellement scié ;
- **OCTOBRE 1987** : un pylône est saboté pas loin de Crotone ;
- **8 ET 9 NOVEMBRE 1987** : large victoire du mouvement antinucléaire institutionnel lors d'un référendum abrogatif ;
- **JANVIER 1988, SAN GIOVANNI IN PERSICETO (BO)** : sabotage d'un pylône. Revendiqué par des « chats sauvages » ;
- **6 JANVIER 1988, MONTERANZIO (BO)** : sabotage d'un pylône ;
- **17 FÉVRIER 1988, MONTALTO DI CASTRO** : un pylône est saboté. Un autre à Caorso ;

- **27 FÉVRIER 1988, BOLOGNE** : sabotage de plusieurs pylônes ;
- **12 MARS 1988** : deux pylônes sont sciés à Rogliano (CS) et à Rome (quartier Settebagni) ;

• **MARS 1988, MONTALTO DI CASTRO** : lors d'une manif', plusieurs bus garés dans l'enceinte du chantier de la centrale sont incendiés ;

• **4 ET 5 MARS 1988, MILAN** : sabotage de plusieurs distributeurs de banques ;

• **13 AVRIL 1988** : le Tribunal administratif du Lazio accepte la demande d'ENEL de recommencer les travaux de la centrale de Montalto di Castro. A Milan, dans la nuit, trois explosions contre un centre de recherche nucléaire de l'ENEL et contre deux entreprises qui ont des intérêts dans le nucléaire. La revendication est signée d'un A cerclé ;

• **14 AVRIL 1988, MILAN** : des écologistes et certains anarchistes (*A-Rivista Anarchica*, *Circolo Anarchico Ponte della Ghisolfà*, Fédération Anarchiste Italienne section de Milan, *Libreria Utopia*, *Circolo Anarchico di Porta Ticinese*, l'U.S.I., la rédaction d'*Anarchia*) se dissocient des attaques de la veille. Les rédacteurs d'*Anarchismo* et *Provocazione*, eux, se solidarisent ;

- **19 AVRIL 1988, MILAN** : bombe contre l'entreprise d'électronique FITRE. « A cerclé »
- **27 AVRIL 1988, MILAN** : 10 perquisitions contre des rédacteurs d'*Anarchismo* et *Provocazione*. Elles ont été signées par le juge le 15 avril, le jour suivant la publication des communiqués de solidarité ou de dissocation des bombes ;
- **MAI 1988, LA SPEZIA** : bombe contre l'usine d'armes Oto Melara ;
ROME : bombe contre le tribunal ;
MILAN : bombe contre le centre de recrutement de l'armée ;
 Une lettre de revendication commune, envoyée à *Provocazione*, est signée « A cerclée » ;
FLORENCE : 3 bombes contre les *Officine Panerai* [fabricants de montres de luxe, traditionnellement associés aux corps les plus fascistes de l'armée italienne], la maison du président de l'association des commerçants et le siège local de Fininvest [une des plus grandes holdings financière italienne, elle contrôle en particulier trois chaînes TV et plusieurs journaux. Elle appartenait à Silvio Berlusconi] ;
ROME : deux bombes à l'usine d'armement Augusta Aerospaziali ;
- **JUIN 1988, MILAN** : deux banques incendiées, tags A cerclés ;
- **SEPTEMBRE 1988, EN ROMAGNE** : les « fils de la Terre » revendiquent quatre bombes contre deux pylônes, l'association des commerçants de CERNIA et une caserne des *Carabinieri* à MILANO MARITTIMA ;
- **18 SEPTEMBRE 1988, VALLO DI CALUSO (TO)** : un pylône de la ligne Lyon-Turin (liée à Superphénix) est scié ;
- **NOVEMBRE 1988, RAVENNA** : un pylône qui alimente le site chimique Enichem est scié ;
- **29 MAI 1989, MILAN** : trois bombes contre le siège de Montedison au Foro Bonaparte, son usine « énergie » à Rho et la Shell ; dissociation des dissociés habituels, réponse solidaire d'*Anarchismo* et *Provocazione* ;
- **SEPTEMBRE 1989, MILAN** : une cabine électrique est détruite ;
- **9 SEPTEMBRE 1989, BORMIO (SO)** : un pylône est saboté ; pareil sur la ligne La Spezia-Acciaiollo à Ressorà (SP) ;
- **10 SEPTEMBRE 1989, SETTIMO TORINESE (TO)** : un pylône de la ligne qui part du Superphénix est abattu ;
- **14 SEPTEMBRE 1989, VALCHIAVENNA (SO)** : deux pylônes sont sciés, un est aussi dynamité ;
- **20 SEPTEMBRE 1989, CAMPI BISENZIO (FI)** : un pylône dynamité ;
- **OCTOBRE 1989, PRATO** : un pylône est scié et dynamité ;
- **18 NOVEMBRE 1989, CASTELNUOVO (PC)** : un pylône est saboté pas loin de la centrale de Caorso, qui n'a pas encore été démantelée ;
- **3 FÉVRIER 1990, CASCINA (PI)** : un pylône qui doit encore être mis en service est dynamité ;
- **3 MARS 1990, RONDISSONE (TO)** : un pylône de la ligne qui part du Superphénix est abattu ;
- **30 AVRIL 1990, CARRARA** : une cabine électrique et deux pylônes sont dynamités ;
- **19 JUIN 1990, CARRARA** : deux bombes contre un répéteur de la RAI (télévision publique) ;
CAPRIGLIA (LU) : bombe contre un autre répéteur de la RAI ;
MASSAROSA (LU) : un pylône dynamité ;
- **24 JUIN, LA SPEZIA** : dynamite contre un pylône
- **5 JUILLET 1990, SERRAVALLE (LU)** : deux charges explosives détruisent un répéteur télé et du matériel radio ;
- **19 JUILLET 1990, ALESSANDRIA** : deux charges de dynamite détruisent un transformateur électrique ;
- **23 JUILLET 1990, TRILOLO (CZ)** : incendie d'un répéteur de la RAI ;
- **10 septembre 1990, Baldissero Canavese (TO)** : deux megapylônes de la ligne Lyon-Turin, liée au Superphénix, sont abattus à l'explosif. Dégâts de presque 2 millions d'euros, en équivalence actuelle ;
- **10 DÉCEMBRE 1990, BOLOGNA** : deux charges contre un répéteur de la RAI ;
- **21 JANVIER 1991, DESIO (MI)** : des lignes électriques souterraines sont incendiées, l'éclairage public de la ville est en panne ;
- **27 FÉVRIER 1991, BRESCIA** : incendie à la *Compagnia Generale d'Elettricità* ;
- **DÉBUT MARS 1991, LA SPEZIA** : explosion contre un pylône ;
- **MAI 1991, ROME** : une petite bombe contre le *Centro di*



10 octobre 1986 à Trino

Studi Aerospaziali [Centre d'études aérospatial] – revendication signée par des « Anarchistes révolutionnaires » ;

• **10 JUILLET 1991, MONTIGNOSO (MS)** : deux charges de dynamite font sauter un pylône, qui avait été scié. Non loin, une petite scie est laissée pour les *Carabinieri*, avec deux petites charges explosives, mais le piège ne fonctionne pas ;

• **5 NOVEMBRE 1991, CINQUALE DI MONTIGNOSO (MS)** : Marco Camenisch est arrêté lors d'un contrôle de routine des *Carabinieri* qui tourne en échange de tirs. Accusé de plusieurs attaques de cette chronologie et d'avoir blessé un *Carabiniere* lors de l'arrestation, il sera condamné à 12 ans [voir encadré dans l'introduction de ce dossier] ;

• **DÉCEMBRE 1991** : attaque à l'explosif contre la ligne THT La Spezia-Acciaiole ;

• **10 NOVEMBRE 1991** : explosion contre un pylône de la ligne La Spezia-Aiacciolo. Bombe aussi contre le Parc Hôtel à Cinquale di Montignoso (MS) ;

• **4 MARS 1992, MASSA ET CARRARA** : un pylône est abattu à l'explosif. Il s'agirait du 21ème à tomber dans cette région depuis mai 1990 ;

• **17 AVRIL 1992** : deux charges de dynamite contre la ligne La Spezia-Acciaiole ;

• **17 AOÛT 1992, MOLINA DI QUOSA (PI)** : un pylône est saboté. Un tract laissé sur place revendique en solidarité avec les indigènes amérindiens et avec Marco ;

• **27 AOÛT 1992, POSTERLA DI FOSDINOVO (MS)** : un pylône abattu est accompagné de tracts en solidarité avec Marco ;

• **6 SEPTEMBRE 1992, BIENTINA (PI)** : encore un pylône abattu ;

• **9 NOVEMBRE 1992, VITTORIA APUANA (LU)** : sabotage d'un répéteur radio. Le tract de revendication se solidarise avec Marco ;

• **27 MARS 1994, PONTEY (AO)** : un pylône est scié.

• **5 JUILLET 1995, LUCCA** : un pylône de la ligne La Spezia-Acciaiole est abattu à l'explosif.

• **13 FÉVRIER 1996, LIGNE LA SPEZIA-ACCIAIOLO** : un pylône de 20 mètres de haut est abattu ;

DU CENTRE A LA PERIPHERIE

L'ATTAQUE AVANT TOUT. COMME DISCRIMINANT, COMME MOT DE PASSE, COMME PROJET CONCRET. DANS LES FAITS. MÊME DANS DE PETITS FAITS. PAS DANS LES BAVARDAGES. MÊME SI CE SONT DES BAVARDAGES HABITUELS SUR LES GRANDS SYSTÈMES. SI NOUS DEVONS NOUS RENCONTRER, QU'ON SE RENCONTRE À PARTIR DE CELA. DANS LES FAITS, CONTRE LES GRANDS PROJETS, LES GRANDS TEMPLES DE LA MORT, LES STRUCTURES VISIBLES DE LOIN ET QUI ATTIRENT L'ATTENTION DE TOUT LE MONDE, MÊME DE CEUX QUI FONT TOUT CE QUI EST POSSIBLE POUR FAIRE SEMBLANT DE NE PAS COMPRENDRE. SUR CELA, NOUS SOMMES TOUT À FAIT D'ACCORD. MAIS PAS SEULEMENT SUR ÇA.

Tous les jours, dans nos parcours balisés, contraints par le capital et ses intérêts, nous rencontrons des cibles peu visibles. Ce ne sont pas les grandes cathédrales qui reflètent leur signification sur l'écran géant des moyens d'information de masse, mais ce sont les petits terminaux d'un monstrueux projet de contrôle et de répression, de production et d'enrichissement pour les patrons du monde. Ces petites cibles passent souvent presque inaperçues. Parfois nous les utilisons aussi, sans s'en apercevoir. Mais à partir du petit ruisseau, mince et inoffensif, se construit, à force d'affluents, le grand fleuve sale et tourbillonnant. Si nous ne pouvons pas bâtir un barrage sur le fleuve, parce que nos forces ne sont pas suffisantes, qu'on réduise au moins l'afflux d'eau, en coupant une partie de ces petits apports. Cela nous pouvons le faire. Aucun contrôle répressif, si dense qu'il soit, ne pourra jamais s'assurer de chaque élément de l'ensemble du projet productif. La dispersion dans le territoire est l'une des conditions de la production capitaliste.

Voilà, elle peut devenir le point de partance d'une stratégie d'attaque. Une stratégie facile, qui n'exclue pourtant pas d'autres interventions plus consistantes et, considérées en elles-mêmes, plus significatives.

Mais n'oublions pas que la signification des petites attaques est donnée par leur nombre et cela est possible parce qu'il ne s'agit pas d'actions très complexes, au contraire, la plupart du temps ce sont des faits décidément élémentaires. Nous pensons que c'est le moment d'aller du centre vers la périphérie.

[Traduit de l'italien de *Provocazione*, n. 3, mars 1987]

